Communication présentée à la Section Thématique 12.2 « la démocratie locale en débat »

Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP)

Grenoble, 7-9 septembre 2009

« Ceci n'est pas une pétition »

Définition et évaporation du politique au sein de dispositifs participatifs en Europe

---

Julien Talpin

Post-doctorant

Laboratoire Cultures et Sociétés urbaines (CSU/UMR 7112)

julien.talpin@eui.eu

Résumé/Abstract

Titre: « Ceci n'est pas une pétition. » Définition et évaporation du politique au sein de dispositifs participatifs en Europe

Alors que ses thuriféraires voient dans la démocratie participative un moyen de politiser les classes populaires et de renouveler les pratiques politiques, il semble que le politique s'évapore dès que l'on pénètre dans une arène participative. En dépit de la surreprésentation des militants associatifs et politiques en leur sein, il est pragmatiquement déplacé de parler de politique dans les situations publiques. C'est cette tension sur la place du politique au sein de la démocratie participative que nous essayons d'élucider dans ce papier, à partir d'une étude ethnographique de quatre expériences de budget participatif en Europe. Nous décrivons dans un premier temps les définitions contradictoires de la démocratie participative offertes par les acteurs. Nous soulignons ensuite que le contraste entre ces discours relève principalement de leur contexte d'énonciation, le politique s'évaporant des interactions publiques mais demeurant extrêmement prégnant en coulisse. Cette évaporation du politique dans les interactions publiques relève de mécanismes sociaux et culturels plus profonds, mais qui semblent accentués dans le cas des budgets participatifs où des décisions de politiques publiques sont prises, rendant les discussions politiques déplacées, dès lors perçues comme une perte de temps. Pourtant, parfois, le politique émerge au sein des dispositifs participatifs étudiés, quand un conflit fait son apparition dans les assemblées. Alors que la plupart du temps les interactions sont consensuelles, voire monologiques, l'émergence du conflit permet une montée en généralité, celui-ci se structurant autour de clivages politiques fondamentaux. Nous nous interrogeons enfin sur les conditions sociales et institutionnelles d'émergence du conflit au sein de ces dispositifs, et soulignons le rôle décisif joué par les acteurs politisés et membres de groupes organisés, tout comme l'importance des enjeux de la discussion, qui rendent l'expression publique du désaccord intéressante.

Title: « This is not a petition. » The fading of politics in participatory institutions in Europe

While its advocates see in participatory democracy a means to politicize the poor and to renew political practices, it seems that politics fades away when one enters a participatory arena. Despite the over-representation of political and NGO activists, it appears pragmatically inappropriate to talk about politics in public situations. It is precisely this tension on the status of politics in participatory institutions that we try to elucidate in this paper, thanks to the ethnographic study of four cases participatory budgets in Europe. We first present the contradictory definitions of participatory democracy offered by actors. We then underline that these differences can mostly be imputed to the enunciation contexts, politics fading away in public interactions by remaining at the centre of backstage discussions. The fading of politics in public situations stems from deep social and cultural processes, but might be sharper when it comes to participatory budgets where public policy decisions are made, so well that political discussions often appear as loss of time. However, sometimes, politics emerges in the studied cases, when conflict arises in the assemblies. While most of time interactions are consensual, and even monological, the emergence of conflict fosters the generalization of the discussion, that get structured around fundamental political divisions. We finally investigate the social and institutional conditions of emergence of conflict in these institutions, thus stressing the decisive role of politicized actors and members of organized groups, as well as the importance of the stakes of the discussion, which make the public expression of disagreement worthwhile.

Introduction

> *Patricia*: “Je me présente, j'habite dans le quartier depuis quatre ans, et j'ai un fils de deux ans. Je suis allé deux fois dans le parc du quartier, mais je n'y suis jamais retourné. C'est un luxe d'avoir un parc si près de chez soi et où l'on peut aller à pied. Mais le problème, c'est qu'il est vraiment dangereux: les jeux pour enfants sont cassés ou vétustes, et l'environnement n'est pas franchement adapté pour des enfants (il y a des pierres, des mégots par terre, etc.) ... Et donc, au final, le parc n'est pas utilisé par les enfants ou leurs parents, mais par des ados qui squattent, qui fument ... J'ai écrit une lettre au maire, et j'ai pris contact avec un des adjoints. En même temps, avec quatre ou cinq mamans on a commencé à penser à ce qu'on pourrait faire. On s'est rencontré pour réfléchir ... Je ne vais pas monopoliser la parole, mais concrètement on a fait du porte à porte pour parler avec les gens du quartier, pour avoir leur avis et obtenir éventuellement leur soutient. Et les gens nous ont donné plein d'idées qu'on n'avait pas au départ.”
> *Tatiana*: “C'est vrai que le parc est dangereux pour les enfants. J'ai deux enfants, et une fois j'ai retrouvé mon fils avec un seringue dans les mains ... J'ai décidé aussi d'écrire une lettre au maire. Après on s'est retrouvé avec Patricia et les autres mamans, afin d'écrire cette lettre à propos de la rénovation du parc et on a fait du porte à porte dans le quartier. Mais j'insiste, ce n'est pas une pétition. On n'a forcé personne à signer, on ne les a pas menacé avec un couteau, mais on a recueillis près de 200 signatures.”[1]

Cet extrait souligne bien la tension qui existe autour de la place du politique au sein des dispositifs de démocratie participative. Une action collective reposant sur la mobilisation d'un groupe, un porte-à-porte dans le quartier visant à recueillir des signatures pour un texte relatif à une cause est, en général, définit par la science politique comme une activité proprement politique – bien que non-conventionnelle ou protestataire – dans le sens où elle vise à influencer le fonctionnement de la communauté et s'adresse au champ politique local, la « pétition » étant adressée à la municipalité. Pourtant, dans ce cas, cadrer leur mobilisation sous la forme d’une campagne de « pétition », aurait signifié opposer une partie de la communauté à une autre, et en particulier, à la municipalité, ainsi rendu responsable de l’état du parc. Il était ainsi souhaitable – d’un point de vue stratégique, mais également d’un point de vue pragmatique (un tel cadrage aurait rendu la plainte déplacée dans la situation d’une réunion de budget participatif) – d’éviter un cadrage trop ouvertement politique. Comme l'une d'entre elles le précisa par la suite en entretien : « une pétition, je sais pas … ça fait trop politique[2]. »

Le politique serait donc, plus ou moins consciemment, exclu des registres discursifs légitimes et efficaces au sein des institutions de démocratie participative. Pour se faire entendre les

[1] Compte rendu d’observation, Comité de quartier Robespierre, Morsang-sur-Orge, 01.10.2005.
[2] Entretien avec Tatiana R., Morsang-sur-Orge, 09.12.2005.

acteurs auraient intérêt – tant pragmatiquement que stratégiquement – à ne pas cadrer leurs interventions de façon directement politique. Les dispositifs participatifs seraient ainsi régis par une grammaire de la vie publique où la politique n'a pas sa place, et verraient donc le politique s'évaporer, à l'image de ce que certaines recherches ont pu montrer sur la vie associative américaine (Eliasoph, 1998).

Ce rejet plus ou moins actif du politique n'est cependant pas si simple dans la mesure où les initiateurs des dispositifs participatifs que nous avons étudié offrent à l'inverse un cadrage très politique des pratiques démocratiques qu'ils tentent de promouvoir. Comme nous le verrons, les élus des quatre collectivités territoriales étudiées définissent en des termes politiques les objectifs de la démocratie participative, en l'inscrivant dans une volonté de « démocratiser la démocratie » et insistant sur le « partage du pouvoir » et la « co-décision » entre élus et citoyens.

Comment des discours si opposés, voire contradictoires, peuvent-ils être énoncés au sujet de mêmes pratiques? Comment peut-on d'un côté rejeter le politique en-dehors de la sphère de l'énonçable, et de l'autre affirmer que de tels dispositifs visent précisément à re-politiser la population ou ré-enchanter la démocratie ? C'est cette tension, au cœur des expériences de démocratie participative, en France et en Europe, que nous voulons analyser ici, afin d'y interroger la place du politique. Cette question nous apparaît d'autant plus importante que le sens commun sur la démocratie participative semble, ici aussi, très largement divergent sur cette question. On la dénonce souvent comme étant un moyen pour les élus de désamorcer les conflits en dépolitisant les enjeux et en créant un consensus autour d'un intérêt général local, et à l'inverse, on lui reproche parfois de ne faire le jeu que des acteurs politisés et des militants, loin des espoirs qu'elle suscite d'inclusion politique des exclus. L'objet de cette communication sera par conséquent de déconstruire ce sens commun afin de comprendre les luttes et les jeux d'acteurs relatifs à la place du politique dans les institutions de démocratie participative. Nous verrons notamment que celles-ci sont composées de différentes scènes, qui permettent l'expression de discours différents.

Nous mobiliserons pour cela les résultats d'enquêtes ethnographiques portant sur quatre expériences de budgets participatifs, dans les villes de Morsang-sur-Orge, en banlieue parisienne, Séville, le 11ème arrondissement de Rome, et le Budget Participatif des Lycées (BPL) mis en place par la Région Poitou-Charentes[3].

[3] Les méthodes de recherche utilisées ont été principalement qualitatives, reposant à la fois sur l'observation directe des assemblées du budget participatif (l'institution centrale du processus) – 124 réunions publiques

Des définitions contradictoires: la démocratie participative en-deçà ou au-delà du politique

Nous l'avons déjà souligné précédemment, citoyens et élus offrent des définitions contradictoires de ce qu'est et ce que doit être la démocratie participative. Loin d'être un outil de gestion, le budget participatif doit être pour les élus un moyen politique de résoudre la « crise de la démocratie représentative » ou de « conscientiser la population ». Alors qu'on distingue généralement trois registres de justification du recours à la participation citoyenne (Bacqué, Rey et Sintomer 2005) – une approche managériale, une perspective sociale ou redistributive, et une approche politique centrée sur la crise du gouvernement représentatif et la nécessité d'un partage croissant du pouvoir avec les habitants –, il semble que cette dernière perspective prévale au sein des expériences que nous avons étudié, à l'image de cet élu morsaintois :

> « Il y a le manque d'intérêt et l'insatisfaction grandissante des citoyens devant la démocratie représentative. "À quoi ça sert de participer si mon avis n'est pas pris en compte ?" […] Il y avait le problème de la politique, qui n'est plus perçue comme étant un levier capable de changer les choses. Pour nous, il s'agissait de réfléchir aux conditions de partage de notre légitimité, en tant qu'élus du suffrage universel. En se disant, c'est vrai que nous décidons au conseil municipal, mais les citoyens, ils ont un droit d'expertise, et il faut qu'on arrive à mettre en place des mécanismes qui permettent à un nombre important de gens de s'exprimer[4]. »

Si la démocratie participative est cadrée de façon un peu différente à Rome – dans une veine plus directement mouvementiste ou altermondialiste – on retrouve ici aussi un discours très politisé: le but principal de la mise ne place d'un budget participatif était « avant tout de mettre en discussion le fait que s'il y a bien quelque chose en crise aujourd'hui dans le monde, c'est la démocratie elle-même[5]. » Le budget participatif est ainsi apparu comme un moyen « incarner territorialement l'idée très concrète qu'un autre monde est possible[6]. » Enfin, à

observées au total pour les trois cas de BP municipaux et 16 pour le BPL – et de réunions liées à l'organisation du dispositif, et sur des entretiens semi-directifs (avec les instigateurs des BP et différents types de participants, plus ou moins engagés) – 41 pour les BP municipaux et 5 pour le BPL. Les citations correspondent à des extraits d'entretien, ou à des notes d'observation de réunion publique : dans ce cas le caractère publique de la parole est précisée. L'enquête ethnographique au sein des trois BP municipaux a été réalisée entre décembre 2004 et septembre 2006, alors que pour le BPL elle a principalement eu lieu d'octobre 2007 à mars 2008.

[4] Entretien avec l'adjoint au maire à la citoyenneté, Morsang-sur-Orge, 14.01.2005.

[5] Entretien avec l'adjoint au budget participatif, Luciano Ummarino, 09.01. 2005.

[6] Massimiliano Smeriglio [maire du 11ème arrondissement de Rome], 2005, « Il senso di un viaggio », dans *Pillola rossa o pillola blu? Pratiche di Democrazia Partecipativa nel Municipio Roma XI,* sous la dir. de

Séville aussi on retrouve un discours très radical, le BP étant vu comme « un moyen de rendre le pouvoir aux citoyens, de leur dire : 'emparez-vous de l'État !' [...] Pour moi la démocratie participative, c'est un mélange entre démocratie directe et représentative[7]. » Le fait que les dispositifs étudiés aient été mis en place par des élus communistes pourrait expliquer ce discours politisé sur la démocratie participative, tous les élus n'adhérant pas à une telle conception. Pourtant, la Présidente de la Région Poitou-Charentes, membre du Parti Socialiste, tient elle-même un discours très proche de ceux cités précédemment: « J'appelle pour ma part démocratie participative la possibilité d'orienter directement les choix, y compris financiers, et l'action publique. Quelle qu'en soient les formes, budgets participatifs, conférences de consensus à la scandinave, jurys citoyens, référendums, cela suppose de reconnaître aux citoyens leur capacité d'expertise légitime : non seulement un savoir d'usage mais le pouvoir d'influer réellement sur les décisions qui les concernent. C'est donc tout autre chose que la fade "démocratie de proximité" dont s'accommodent sans peine les pouvoirs de toujours[8]. »

On ne qu'être frappé par le décalage entre le discours des élus, et celui des participants, réguliers et bien intégrés, du budget participatif, qui offrent une définition non-politique de la démocratie participative. A la lumière des entretiens effectués, le BP n'est pas un instrument politique et ne doit pas le devenir. La similarité du discours des acteurs, issus de contextes territoriaux et nationaux très différents, mais tous participants réguliers au BP, est également frappante. Ainsi à la question : « à vos yeux, le BP est-il un processus politique ? » Carmen, participante sévillane, répond: « j'aimerai que ça ne soit pas trop politique. J'aimerai le voir comme quelque chose qui appartient aux gens ordinaires, aux habitants … une personne qui vit dans un quartier sait ce qui manque dans son quartier. Un homme de bureau ne peut savoir ce qui manque à ton quartier … J'aimerai que ça ne soit pas politique[9]. » De la même façon, Nicole, à Morsang-sur-Orge : « Y a un intérêt général, on se bat pour cet intérêt, et puis voilà. Qu'on soit communiste, de droite, de gauche, de n'importe quel bord, à partir du moment où vous dites qu'il y a un intérêt commun, et qu'on y voit son avantage, et bien on fonce. Il ne faut pas que la politique vienne bloquer tout cet investissement des gens[10]. » Enfin, Silvino, à

Massimiliano Smeriglio, Gianluca Peciola et Luciano Ummarino, Rome, Intra Moenia Edition, p. 25. Traduction de l'auteur.

[7] Entretien avec Paula Garvin, conduit par Carsten Herzberg, Seville, Mars 2005.

[8] Intervention aux *Deuxièmes rencontres annuelles Europe/Amérique Latine*, « Démocratie participative et qualité des services publics », Poitiers, 28 avril 2006.

[9] Entretien avec Carmen C., Seville, 20.06.2005.

[10] Entretien avec Nicole C., Morsang-sur-Orge, 24.02.2006.

Rome: « Ce n'est pas quelque chose de politique et ça ne doit pas le devenir. Sans quoi ce serait la fin. Si même là on met de la politique au milieu ... ça perdrait pas mal de sa signification[11]. » Ainsi, le politique pourrait empêcher l'engagement citoyen au sein du BP en divisant les participants, là où il ne devrait y avoir que l'intérêt général de la communauté locale.

L'évaporation du politique ... en public, mais pas en coulisses

Comment expliquer la présence au sein d'une même institutions de discours aussi contradictoires ? Comment des acteurs aux objectifs opposés peuvent-ils interagir, la plupart du temps sans heurts et de façon efficace (les réunions du BP atteignent généralement leur but déclaré, faire émerger des propositions, les évaluer, les hiérarchiser afin de déterminer celles qui seront financées par le budget de la ville), s'ils ont des intentions ou des définitions de la situation si différentes?

On pourrait attribuer les discours apolitiques concordants des trois participants cités précédemment au fait qu'ils soient tous des individus de classe moyenne, blancs, et peu politisés. Cependant, la seule référence aux capitaux culturels et politiques des acteurs semble insuffisante ici, les militants eux-mêmes rejetant le politique en dehors des réunions du BP. Ainsi, Milena, militante romaine du Parti des Démocrates de Gauche (DS) d'une quarantaine d'années et participante régulière du BP, semblent rejeter la politique en dehors du BP: « C'est bien qu'on ne voit pas trop de militants ici. Le BP ne doit pas être un truc politique. [...] Quand je me présente comme candidate pour être déléguée [du BP] je ne me présente jamais comme une militante, mais comme une habitante du quartier[12]. » De la même façon, l'élu en charge du budget participatif romain – qui fait pourtant de la politisation de la population un objectif central de la démocratie participative – tente d'éviter que la politique ne se fasse une place au sein du BP. Le cycle du BP romain en 2006 a ainsi été décalé de quelques mois, afin qu'il ne tombe pas au même moment que les élections locales et législatives d'avril 2006, et ainsi « éviter que le BP ne soit pollué par les débats locaux ou nationaux[13]. » La politique partisane est ainsi vue – même par les acteurs les plus politisés – comme une forme de

[11] Entretien avec Silvino F., Rome, 17.05.2005.
[12] Entretien avec Milena, Rome, 14.06.05.
[13] Entretien avec Luciano Ummarino, Rome, 10.10.2005.

« pollution » des débats du budget participatif.

Comment expliquer dès lors la dissonance entre les objectifs politiques énoncés des dispositifs et la volonté de laisser la politique à la porte de l'institution ? Il nous semble qu'une première réponse à cette questions tient au contexte d'énonciation des discours. D'un côté, les élus, mais également certains acteurs politisés et militants, attribuent des objectifs politiques à la démocratie participative, la mise en place de celle-ci s'inscrivant dans un projet politique (voire idéologique) précis. C'est à ce type de discours qu'on accède en entretien, dans des situations qu'on peut considérer relativement peu publiques, dans le sens où elles ne mettent en présence que deux acteurs, le chercheur et l'interviewé. Face à un chercheur en science politique – ou un parterre de chercheurs, à l'image du discours de Ségolène Royal lors d'un colloque cité précédemment – il semble de bon ton pour les acteurs engagés de tenir un discours politique.

Mais, en public, le contenu du discours est tout autre. Alors que les élus offrent une définition politique de la démocratie participative, l'intrusion du politique dans les réunions participatives apparaît comme une forme de « pollution ». Cette définition apolitique de l'engagement participatif se retrouve ainsi au cœur même des règles implicites régulant les interactions discursives entre participants au sein des assemblées du BP. La politique, comprise comme « politique politicienne » ou compétition politique – et qu'on peut rapporter au champ politique institutionnalisé – est exclue des réunions du BP, sous peine de lourdes sanctions symboliques de la part des autres participants (critiques acerbes, attaques ad hominem, ridiculisation, …). Les réunions du BP visent à discuter de l'intérêt général de la communauté locale, pas de « politique politicienne. » La politique ne concernerait ainsi pas directement les citoyens, et n'aurait pas à entrer en compte quand il s'agit de l'intérêt général local. Au contraire, politique et intérêt général sont bien souvent opposés dans les représentations des participants. Le politique apparaît comme un domaine réservé à certains, où les citoyens ordinaires n'ont pas vocation à s'aventurer.

Le BP serait politique, mais il faudrait faire de la politique différemment, en mettant de côté les clivages partisans, tout en promouvant des solutions pragmatiques et compatibles avec ce qui est cadré comme l'intérêt général local. Le meilleur moyen de parvenir aux objectifs (politiques) du BP serait d'éviter de trop parler de politique. L'exemple le plus paradigmatique, parce que limite, de l'attitude attendue des citoyens en public, et de l'importance du contexte d'énonciation des discours, est fourni par Javier, participant

hautement politisé, et qui a pourtant souvent du endosser le rôle d'habitant ou d'usager, plus que celui de militant.

Extrait 1. Séville. Septembre 2005

> Je fus extrêmement surpris quand Javier – mari de la conseillère municipale en charge du BP, Paula Garvin, membre historique du PC Andalous et qui a joué un rôle direct dans la conception du BP sévillan – décida de se porter candidat au poste de délégué du BP pour son quartier. Il n'eut aucun problème à être élu. Quand je lui ai demandé pourquoi il avait décidé de se présenter, il me répondit : « C'est la meilleure façon de voir comment ça marche en pratique et je voulais avoir l'expérience visuelle de ce que c'est d'être délégué. » Je suivis son groupe – formé des délégués de quartier et de quelques fonctionnaires municipaux – lors de la visite sur le terrain organisée afin d'évaluer les propositions faites par les citoyens pour le quartier. Je fus extrêmement surpris de son rôle actif dans l'évaluation de la viabilité des propositions, même des plus triviales. Ainsi, au sujet d'une proposition de créer un ralentisseur, il demanda à un des urbanistes les accompagnant : « est-ce que c'est vraiment possible de mettre un ralentisseur ici ? C'est pas dangereux? Et les bus pourront toujours passer ? » Loin du rôle de militant communiste que je lui connaissais, il n'essaya pas de politiser la discussion en évaluant la proposition au regard des besoins fondamentaux de la population. Connaissant précisément l'objectif de telles visites de terrain (il joua un rôle central dans leur création), il prit le rôle approprié, celui de citoyen évaluant si une proposition est viable techniquement et si elle nécessite un investissement public. Quand il parlait en aparté à certaines personnes qu'il connaissait (à moi ou aux fonctionnaires municipaux) il remettait son chapeau de militant et évoquait les dernières évolutions des rapports de force politiques internes au sein de l'administration municipale.[14]

Je fis l'expérience de ce rejet de la politique dans les coulisses, afin de garder un rôle apolitique dans les interactions publiques, à de maintes reprises, notamment au cours des visites de terrains que je pu effectuer avec d'autres groupes. Souvent, lorsque les participants conversaient avec moi ils évoquaient des questions proprement politiques, liées à la situation des partis sévillans ou aux enjeux politiques soulevés par la participation citoyenne. Mais quand le groupe interagissait collectivement, et donc publiquement, la politique était soigneusement laissée de côté afin de se concentrer sur l'évaluation concrète des propositions d'investissement. La variation, certains parleraient de la « versatilité » (Moody, Thévenot, 2001), des comportements entre scènes publiques et coulisses, a été repéré dans d'autres contextes (Scott, 1990; Eliasoph, 1998), ce qui tend à indiquer une généralisation potentielle.

[14] Notes d'observation, Séville, 16.09.2005.

Aux origines de l'évaporation politique: le budget participatif, pas « un lieu pour refaire le monde »

Comment expliquer cette évaporation du politique dans les situations (et notamment les réunions) publiques ? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. On peut tout d'abord souligner que le caractère décisionnel du BP renforce paradoxalement l'évitement du politique au sein de ceux-ci. On avancera également qu'il s'agit en partie d'une attitude stratégique d'élus visant à construire une identité collective locale (dont ils seraient l'incarnation), ce qui peut passer par une mise à l'écart de toute source de clivage, et notamment la politique. Enfin, nous nous interrogerons sur les origines plus profondes de l'évitement du politique qui pourrait être issu de certaines transformations culturelles ou structurelles des sociétés contemporaines.

Les budgets participatifs, qui auraient pu apparaître comme des espaces idéaux de politisation individuelle et collective compte tenu des objectifs proprement politiques (de partage du pouvoir) qui leurs sont attribués, redoublent l'évitement du conflit propre aux interactions en public, dans la mesure où leur objectif même – faire participer les citoyens aux choix budgétaires municipaux ou régionaux – poussent les participants à évoquer des problèmes concrets, proposer des solutions viables, finançables et réalisables et ainsi à avoir un impact direct sur les politiques publiques locales, plus qu'à discuter politique et à faire émerger les clivages implicites gisant derrière les choix d'orientation budgétaire. Cette participation sur enjeu se traduit dans l'importance de la participation intermittente et notamment par la mobilisation bien plus forte lors des réunions décisionnaires (le jour du vote) que lors des assemblées délibératives à Rome, Séville et au BPL également. Comme l'indique ce groupe de lycéens: « nous le blabla on s'en fout. Ce qu'on veut, c'est voter ».
On peut également évoquer une réunion du BP romain, dans le quartier de la Montagnola, où un délégué de l'année précédente avait pris la parole afin de souligner l'importance de la démocratie participative. Après cinq minutes, il fut interrompu par Antonio, un autre participant: « Tu as déjà parlé trop longtemps, et 80% de ce que tu as raconté c'était de la « politique politicienne » [« *politichese* »] et les autres 20% c'était des propositions déjà acceptées. » Par « politichese », ce participant entendait le type de rhétorique, inutile et alambiquée, propre aux professionnels de la politique. Les interventions non pratiques, qui ne

sont pas directement liées à une proposition ou un projet sont systématiquement sanctionnées au sein de l'assemblée. De façon intéressante, Antonio fut lui-même victime de la même règle un peu plus tard dans la soirée. Alors qu'il évoquait les modalités d'élections des délégués au BP, et plus largement les règles du jeu participatif, il fut ouvertement critiqué: « ce n'est pas le lieu pour parler de ça. Tu pourras en parler après. » Une autre femme: « ton discours académique était très intéressant, mais ça n'est pas le lieu pour ça[15]. » Il fut ainsi sanctionné symboliquement pour avoir tenu un discours trop général, détaché de toute proposition pratique. Il apparaît ainsi impossible – sous peine de sanction – d'exprimer des arguments trop généraux, politiques ou normatifs au sein des assemblées du BP. La grammaire de la discussion en BP incite davantage à l'action qu'à la réflexion. Quand les participants s'aventurent un peu trop loin du mode grammatical dominant, ils sont rappelés à l'ordre par un « mais quelle ta proposition au final? » Dans la mesure où des décisions doivent être arrêtées, des choix budgétaires effectués, le groupe n'a pas de temps à perdre avec toute forme de discussion politique ou générale sur ce qu'il faut faire. Le caractère décisionnel du BP semble ainsi renforcer une aversion plus général au politique dans les sociétés contemporaines.

D'autres facteurs, plus stratégiques, semblent également pouvoir expliquer cette évaporation du politique en public. La première, est qu'il ne faut pas faire fuir les participants potentiels. Un critère essentiel de la légitimité des dispositifs participatifs est en effet le nombre de participants. Dans la mesure où en BP des politiques publiques sont arrêtées, celles-ci doivent disposer d'une base minimale de légitimité que le nombre de participants est sensé assurer. Une des craintes des élus et des militants est ainsi que des débats trop directement politisés fassent fuir les citoyens peu politisés. Un des fondements idéologiques de la démocratie participative est en effet que c'est la trop grande spécialisation du champ politique, la séparation croissante entre professionnels de la politique et citoyens ordinaires, qui expliqueraient la désaffection civique de ces derniers. Afin de les réengager il conviendrait par conséquent de faire de la politique différemment. Pour attirer le plus grand nombre, il faut donc éviter tous les sujets qui fâchent, et au premier rang desquels la politique.
On peut à ce titre citer les mots d'un proviseur, prononcés lors d'une réunion du budget participatif des lycées de Poitou-Charentes, en réponse à un lycéen interrogeant le sens même de la démarche:

[15] Notes d'observation, Rome, quartier de la Montagnola, groupe de travail n°2, 01.03.2005.

> « Ce n'est pas le lieu ce soir pour refaire le monde. C'est une réunion participative, et ce soir il y a du monde, peut-être mobilisé par un projet de voyage, mais si ça fait venir du monde, moi je trouve ça très bien. Mais en tous cas on n'est pas pour refaire le monde, et étiez-vous à la première réunion pour dire tout ça?[16] »

On voit bien ici apparaître tant l'impératif pratique – qui sous-tend le rejet des discussions générales, et pire, politiques – que l'impératif participatif, les deux étant liés dans l'esprit de cet acteur: le grand nombre de participants ce soir là (188 participants, dont 163 élèves) s'expliquerait par la volonté des acteurs de prendre des décisions (et notamment de voter un projet de voyages, comme souvent en BPL). Le lycéen impertinent se faisant même renvoyer à l'impératif participatif, via l'interrogation sur sa présence lors de la première réunion.
C'est donc pour éviter de faire fuir des participants déjà peu nombreux que certains – les élus, les fonctionnaires, les organisateurs, les militants – essaient de laisser la politique en dehors du BP. En ce sens, la démocratie participative ne ferait que s'adapter à une tendance plus profonde de rejet de la politique partisane et spécialisée. Au-delà du cas des BP, il semble en effet que l'évaporation du politique soit plus générale dans les démocraties contemporaines. Un certain nombre de travaux, dans des contextes différents, en atteste, en soulignant la défiance croissante à l'égard du personnel politique (Norris, 1999; Nye, Zelikow, King, 1997; Della Porta, 2002), la chute de la participation électorale (Braconnier, Dormagen, 2007), le déclin des effectifs partisans et syndicaux (Dalton, Wattenberg, 2000), et le rejet des conversations politiques dans la sphère privée (Eliasoph, 1998).

Quand le politique se fraye un chemin: politisation et logiques de conflictualisation

Si la politique partisane est activement rejetée des réunions publiques du BP, une autre forme de politisation parvient parfois à se frayer un chemin. A la suite de Sophie Duchesne et Florence Haegel, on peut en effet considérer que la politisation est composée de deux dimensions constitutives: une logique de spécialisation, marquée par l'existence d'un champ politique autonome animé par des luttes entre professionnels de la politique, et une logique de conflictualisation (Duchesne, Haegel, 2005). Si on a déjà souligné à quel point la première

[16] Notes d'observation, Lycée Camille Guérin, Poitiers, Réunion du BPL, 28.02.2008.

était exclue des interactions publiques du BP, la seconde surgit, exceptionnellement, permettant ainsi au politique de ce frayer un chemin dans un espace où il a peu de place. Dans cette seconde perspective, la politique est perçue sur mode agonistique, comme une forme d'expression et de prise en charge du conflit, au sein de sociétés complexes et inégalitaires. La politique vise à mettre en jeu la distribution des parts entre les membres de la communauté (Rancière, 1995), elle oppose un eux et un nous (Mouffe, 2000). La politique émerge avec le conflit, qui la rend nécessaire (Arendt, 1995). Si l'accord est le but, le disensus initial est absolument indispensable afin de rendre la communication – voire la délibération – nécessaire, pour permettre de faire émerger un espace commun entre les hommes. Sans désaccord, les individus ne se parlent pas. C'est souvent ainsi que se déroulent les réunions du BP, très efficaces, où l'on passe d'une proposition à l'autre quasiment sans discussion. La norme dans les réunions du budget participatif n'est en aucun cas la discussion politique, ni même la délibération, mais davantage le monologue plus ou moins interactif, les participants faisant des propositions, celles-ci étant prises en note sans produire de réactions chez leurs interlocuteurs, qui, à leur tour, émettent ensuite d'autres propositions.

Le conflit ne s'exprime que rarement dans les réunions du BP. Non seulement on n'y parle pas de politique, mais on discute de façon extrêmement consensuelle, presque monologique. La plupart du temps, les individus considèrent que leurs opinions sont personnelles, qu'elles n'ont pas à être discutées et encore moins justifiées, voire modifiées à la suite d'une discussion avec des inconnus. Il semble qu'il existe, au sein de la plupart des arènes publiques, une norme poussant les acteurs à respecter les opinions des autres, et par conséquent à éviter de les contredire ou de les convaincre. Chacun a le droit d'exprimer ses opinions, au nom d'une forme de tolérance démocratique ou d'un libéralisme politique selon lequel il apparaîtrait déplacé de contredire ses interlocuteurs, sans parler d'essayer de les convaincre de changer d'opinion en leur montrant qu'ils se trompent. Ainsi, critiquer une opinion serait comme dénier le statut de citoyen à un individu. La tolérance démocratique apparaît par conséquent anti-délibérative, résultant de ce que Paul Ricoeur appelle une « ascèse de pouvoir »: « La tolérance (…) est le fruit d'une ascèse du pouvoir. Elle consiste en effet en un renoncement, le renoncement, de la part de qui en aurait le pouvoir, à imposer sa manière de croire.[17] » Il semblerait ainsi que dans les sociétés contemporaines la tolérance soit mieux acceptée que la discussion, comme le souligne Pamela Conover et ses collègues: « To some, it is simply

[17] Paul Ricœur, « L'usure de la tolérance et la résistance de l'intolérable », *Revue des deux mondes,* novembre-décembre 1999, p. 222.

inappropriate to try to persuade people to abandon their preferences. We have a right to our own opinions whatever they are, they say, and therefore, we ought to allow a person to believe whet they want to believe. »[18] Ces conclusions sont reliées à une forme de politique de la reconnaissance, les préférences individuelles faisant partie de l'identité des acteurs, ceux-ci auraient trop à perdre pour s'engager dans des discussions politiques risquant de mettre en cause les bases mêmes de leur identité[19]. Les assemblées du budget participatif semblent ainsi régies par ce que Goffman qualifie de "principe d'unanimité": au sein d'un groupe relativement stabilisé, les individus sont mal à l'aise face à l'expression public du désaccord[20]. Ceux qui sont en désaccord ressentent ainsi une forte pression les incitant à rester silencieux. Ce principe de communauté – qui requiert l'unanimité – est contradictoire avec le principe même du politique, qui suppose clivages et divisions. Afin d'éviter de telles divisions et maintenir l'unité du groupe, le conflit est généralement évité, et le politique s'évapore au sein des assemblées du BP.

Mais parfois certaines propositions font problèmes, et alors le conflit, la discussion et la politique émergent[21]. Un extrait d'une réunion du budget participatif des lycées est de ce point de vue particulièrement significatif.

Extrait 2. Réunion du BPL. Lycée général. Poitiers, février 2008

> Au terme d'une courte introduction de présentation du dispositif, l'animateur de la séance conclut en soulignant que le BPL « vise à améliorer la vie au lycée. » Un élève demande ensuite la parole.
> Faisal: « Vous dites améliorer la vie du lycée, mais il y a beaucoup de projets de voyages [scolaires] dans le BPL de cette année. Le BPL son but premier c'est d'améliorer la vie de l'établissement, et un voyage ça touche au maximum 86 élèves. Moi je pense que les voyages n'ont pas leur place dans le BPL. »
> L'animateur répond: « Ce n'est pas à moi de décider ce qui relève ou non du BPL et de prendre position sur les projets, c'est à vous d'en discuter. Ce n'est pas la Région, telle un dictateur éclairé depuis la rue de l'Ancienne Comédie [siège du Conseil Régional à Poitiers] qui va décider ce qui relève du BPL ou non. »

[18] P. Conover, D. D. Searing & I. Crewe (2002) "The Deliberative potential of Political Discussion", *British Journal of Political Science,* 32, p. 54-55. Sur la question de la difficulté d'émergence du conflit voir également S. Duchêne & F. Haegel (2007) "Avoiding or accepting conflict in public talk", *British Journal of Political Science*, 37 (1): 1-22.

[19] Au sujet des difficultés (historiques, structurelles et psychologiques) qu'ont les individus à mettre en jeu leurs convictions afin d'entrer en délibération, voir D. M. Ryfe (2005) "Does Deliberative Democracy Work ?", *Annual Review of Political Science,* 8, p. 56-57.

[20] Voir E. Goffman (1959) *The Presentation of the Self in Everyday Life, op. cit*., p. 86 et suivantes.

[21] D'un point de vue méthodologique, le repérage du conflit requiert tant de se concentrer sur ce que les gens disent, que sur les changements de ton, de posture, de rythme d'élocution. L'accélération du rythme, les voix qui s'entremêlent, et l'expression de termes du désaccord tels « non »; «mais »; « je ne suis pas d'accord » en sont les signes les plus évidents.

Le proviseur intervient de façon un peu agressive: « **Ce n'est pas le lieu ce soir pour refaire le monde**. C'est une réunion participative, et ce soir il y a du monde, peut-être mobilisé par un projet de voyage, mais si ça fait venir du monde, moi je trouve ça très bien. Mais en tous cas on n'est pas pour refaire le monde, et étiez-vous à la première réunion pour dire tout ça? »
Faisal: « Je ne refais pas le monde, je dis juste que les voyages n'ont pas leur place dans le BPL. Je n'étais pas à la 1ère réunion parce que j'avais du travail, mais ça fait 2 ans que je participe au BPL. » Le proviseur lui coupe plus ou moins la parole.
Un parent d'élève continue le débat: « Le fait de voter divise les gens. Il faudrait que les voyages soient aidés quel que soit le voyage. Il faut globaliser les projets, plutôt que de se diviser les uns contre les autres. » Il est très largement applaudis.
Une parent d'élève: « **Moi je pense que le bas peuple n'est pas à même de voter**. »
Le public réagit vivement: « bouh ... »
Un prof réagit: « Je me sens un petit peu bas peuple, et je pense que je peux voter quand même. Le problème [s'adressant au représentant de la Région] c'est que vous avez confondu depuis 4 ans intérêt général et sommes des intérêts particuliers. » Il est applaudi chaudement. [...]
Le débat réémerge un peu plus tard, quand un projet de voyage [de découverte des grandes école] présenté par les élèves de la classe préparatoire HEC vient à être discuté.
Une élève HEC: « Ca ne concerne pas beaucoup de personnes mais c'est très formateur pour nous, mais c'est logique dans notre cursus . Même si ça concerne peu de personnes, ça ne sert pas à rien. » Elle est applaudie.
Faisal: « Ca n'a rien à faire avec le BPL. Il devrait y avoir un fond spécifique pour ça. »
Il veut continuer à parler, un de ses camarades demande aussi la parole, mais la proviseur lui refuse, disant « c'est bon, on n'a compris. »
Un professeur: « C'est une question de méthode. Ca ne sert à rien d'applaudir, ça ne sert à rien d'essayer d'impressionner les autres, on donne des arguments et on vote à la fin. »
L'élève de prépa HEC continue a justifier son projet: « Ca nous donne l'occasion d'être en contact avec le monde de l'entreprise, qui vont nous apporter beaucoup sur le plan humain et professionnel. »
Un autre élève [de prépa littéraire]: « Juste pour savoir, les écoles que vous allez voir, elles sont publiques ou privées? Si vous pouvez payer des écoles privées, vous pouvez payer pour vos voyages. »
Le ton monte et le débat est plus ou moins coupé par l'animateur de la réunion. Le débat va néanmoins se poursuivre entre les élèves, notamment à la fin de la réunion, dans un cadre moins public.
Un élève de prépa à un autre: « Tu serais pas content de faire un voyage toi? Pourquoi tu t'en prends à nous? »
Il répond: « Mais c'est pas contre vous, c'est le fait que l'argent de la région serve pour ça. »
L'élève de prépa HEC: « C'est pas parce qu'on va en école qu'on peut se financer les voyages. Toutes les personnes qui sont parties n'étaient pas ... »
Il l'interrompt: « Moi j' aurais mauvaise conscience. »
L'élève de prépa HEC: « C'est peut-être un peu égoïste, mais c'est pour notre avenir. On profite du système, c'est la loi du plus fort, les plus nombreux qui gagnent, c'est ça le BPL. »
L'autre élève: « Moi je supporte pas ça, le système capitaliste, la loi du plus fort[22]. »

Si la division est dénoncée (« le fait de voter divise les gens) – preuve de la puissance du principe de communauté, pour reprendre Goffman, qui prévaut au sein des BP – cette question

[22] Notes d'observation, Lycée Camille Guérin, Poitiers, Réunion du BPL, 28.02.2008.

va néanmoins permettre l'expression de plusieurs conflits au sein de l'assemblée. Un premier conflit – assez rapidement refermé cependant – concerne la question de la compétence politique et de la légitimité démocratique: « Moi je pense que le bas peuple n'est pas à même de voter », auquel sera rétorqué un « Je me sens un petit peu bas peuple, et je pense que je peux voter quand même. » C'est ainsi le clivage – essentiel dans l'histoire de la démocratie autour des luttes pour le suffrage universel et le droit de vote des femmes (Rosanvallon, 1998) – entre pouvoir et compétence qui est soulevé ici. Il s'agit d'un clivage assez récurent – les rares fois où le conflit émerge – au sein des BP. Autre clivage récurent, c'est celui qui oppose intérêt général et intérêt particulier. Les critiques présentées ici – mais qu'on retrouve très souvent dans les réunions du BPL – invoquent la justice ou la justesse d'une décision démocratique qui privilégierait des privilégiés. Deux critiques sont en effet émises ici : le fait que la proposition – qui sera finalement adoptée – ne concerne qu'une minorité (active), et que cette dernière soit particulièrement privilégiée (« Si vous pouvez payer des écoles privées, vous pouvez payer pour vos voyages »). Se sont même deux conceptions du politique qui se dégagent: une conception utilitariste – « C'est peut-être un peu égoïste, mais c'est pour notre avenir. On profite du système, c'est la loi du plus fort, les plus nombreux qui gagnent, c'est ça le BPL. » – et une conception vaguement critique: « Moi je supporte pas ça, le système capitaliste, la loi du plus fort. »

On voit ainsi qu'une forme de politisation par conflictualisation est possible au sein des BP. Nous l'avons observé à quelques reprises dans chacun des cas observés. On peut dès lors s'interroger sur les conditions sociales et institutionnelles d'une telle politisation de la discussion, en dépit des contraintes qui entourent les débats au sein d'institutions de démocratie participative. Comment les acteurs font-ils pour monter en généralité, créer du conflit et aborder des questions proprement politiques, alors que la politique semble bannie des interactions du BP ?

Nous allons à présent nous intéresser aux différents facteurs nécessaires à la conflictualisation et donc à la politisation des discussions au sein de dispositifs participatifs.

Les conditions sociales et institutionnelles d'émergence du conflit et du politique au sein des BP

Le conflit requiert donc l'expression publique du désaccord, ce qui est rare, comme on l'a souligné précédemment. Si l'expression publique du désaccord est risquée, il semble exister plusieurs facteurs permettant de faciliter l'expression de conflits plus ou moins latents.

Une première condition à l'expression publique du désaccord est que le locuteur soit suffisamment confiant en sa position pour se sentir autorisé à exprimer son désaccord. Les ressources sociales, culturelles et politiques apparaissent de ce point de vue décisives à l'expression du désaccord. Dans l'extrait 2, cité plus haut, le participant qui prend la parole à plusieurs reprises pour s'opposer au projet de voyage des élèves de classe préparation HEC, Faisal, est pour étudiant en classe préparatoire littéraire. Il dispose donc d'un capital cultuel supérieur à la majorité des participants – notamment des lycéens – présents à la réunion. Dans les autres cas étudiés, ce sont généralement les acteurs politisés qui expriment leurs désaccords publiquement. Les agents de la montée en généralité ne sont cependant pas les mêmes selon les cas. A Morsang-sur-Orge, les élus apparaissent comme les principaux catalyseurs du conflit. Si leur présence ne déclenche pas, comme c'est souvent le cas, une conflictualisation par interpellation, ce sont eux qui vont se permettre d'exprimer un désaccord avec une opinion exprimée précédemment, et alors permettre l'expression de clivages jusqu'alors latents (Talpin, 2006). A l'inverse, à Rome et Séville où les élus ne participent pas aux réunions du BP, la conflictualisation des discussions était principalement assurée par les militants et les acteurs politisés. Alors qu'on avance parfois que les militants seraient anti-délibératifs, préférant l'action directe ou le rapport de force à la discussion coopérative (Young, 2001: 673; Fung & Wright, 2003: 260), il semble à l'inverse qu'à Rome et Séville, la délibération ne pouvait émerger sans l'engagement des activistes locaux. En mobilisant leurs ressources politiques ils étaient souvent à même de lier des propositions concrètes à des problèmes politiques plus globaux, faisant référence à « l'environnement », au « protocole de Kyoto », ou à la « justice sociale », mettant à jour des clivages jusqu'alors latents dans les discussions.

Au-delà des ressources des acteurs, il semble qu'un certain nombre de facteurs situationnels facilitent – ou empêchent – l'expression du désaccord. Ainsi, le fait d'appartenir à un groupe et donc de se sentir soutenu, facilite l'expression du désaccord et l'émergence du conflit. Ainsi,

pour revenir à l'extrait 2, cité précédemment, l'étudiant de classe préparatoire se sait soutenu, si ce n'est par toute sa classe – qui s'oppose à la classe préparatoire HEC – du moins par un certain nombre de ses amis, comme l'indiquent les marques de soutient dans la foule (applaudissements, encouragements, etc.), ou le groupe qui se forme à la fin de la réunion. Cette prise de parole est d'ailleurs apparue comme l'expression d'une action collective balbutiante, un trac ayant été distribué et affiché dans la journée pour s'opposer au projet de voyage et encourager à participer au BPL. Le fait d'appartenir à un groupe abaisse le coût de l'expression du désaccord, le risque du dissensus étant partagé par les différents membres du groupe. Ceci explique également le faible nombre de désaccords effectivement exprimés en réunions de BP, la majorité des individus venant seuls et participant à titre individuel. A l'inverse, on comprend mieux la facilité pour les militants, membres d'organisations politiques ou d'associations, à exprimer leur désaccord.

Enfin, dernier facteur facilitant l'expression du désaccord: l'existence d'enjeux clairs. On l'a dit, les budgets participatifs visent à prendre des décisions et notamment l'attribution d'une partie du budget municipal ou régional. Bien que ces dispositifs peuvent être qualifiés d'espaces publics faibles (Fraser, 1992; Fung 2004) – la proportion du budget décidé par les participants étant relativement modeste – le simple fait d'avoir à prendre des décisions change tout à la dynamique de la discussion. Les enjeux diminuent le coût du désaccord, en rendant son expression intéressante (Sunstein, 2003: 23-25; Ryfe, 2005). Les individus sont incités à exprimer leurs opinions s'ils veulent, comme leur présence au sein de l'assemblée semble l'indiquer, faire une différence sur l'attribution des fonds publics. On a ainsi pu constater que les réunions où étaient prises les décisions donnaient généralement lieux à davantage de discussions et de conflits que celles sans enjeu. La discussion (extrait 2) citée précédemment se déroulait ainsi lors d'une réunion décisionnelle – de vote – du BPL. Un extrait d'un débat sans enjeu – autour d'une question n'entrant pas directement dans les compétences municipales – qui se déroula dans un comité de quartier morsaintois autour d'une nouvelle loi sur le mode de gestion des crèches permet de souligner que sans enjeux, certains conflits restent latents:

Extrait 3. Comité de quartier Langevin, Morsang-sur-Orge, janviers 2005

Le débat concernait une fois de plus l'école et la sécurité des enfants. Au début de la réunion, Francis, adjoint à la citoyenneté, fit un rapide compte rendu de la dernière réunion de l'ateliers citoyen consacré à l'enfance, qui s'était tenu deux semaines

> plus tôt. Cette réunion avait notamment permis d'aborder la réforme du système de crèches, avec la mise en place de la Prestation de Service Unique (PSU)[23]. Francis présenta la loi de la façon suivante : « Bon, concrètement cette loi a pour objectif de flexibiliser les modes de garde en crèche. Les parents pourront laisser leurs enfants à la crèche pour seulement quelques heures dans la journée, et non pour la journée entière comme avant. Du coup, les subventions aux crèches publiques dépendront du nombre d'enfants par heure qu'elles auront gardé. […]Les entreprises privées vont aussi pouvoir créer leurs propres crèches pour leurs employés … » Les réactions des participants furent immédiates. Isabelle, apparemment surprise, fut la première à s'exprimer : « C'est terrible ! C'est terrible pour le futur de nos enfants ! D'accord, c'est flexible pour les parents, mais c'est un peu dur pour les enfants. » Francis répondit immédiatement, accroissement la généralité du débat : « Je crois que c'est la vrai question : est-ce que ce sont les parents ou les enfants la priorité ? J'imagine que la loi essaie de prendre en compte les complications de la vie moderne, avec les emplois flexibles, à temps partiel, la précarité … les parents qui travaillent tard le soir, etc. Mais c'est vrai que pour les enfants c'est pas idéal. » Isabelle reprit dans la même veine : « Les parents veulent des enfants, mais après ils les jettent à la crèche. C'est terrible pour le futur de ces enfants, ça va les déstabiliser, les perturber … C'est terrible ! Enfin, c'est juste mon opinion. » Après être montée en généralité elle se sentit obligée, peut-être par sentiment d'incompétence ou d'illégitimité à parler selon le régime de la critique, de revenir au régime de l'opinion, plus convenable à sa personne. Une autre élue, Françoise, prit ensuite la parole : « C'est une façon de s'adapter à la réalité du marché du travail. Si vous prenez une caissière à Carrefour, elle travaille quelques heures, puis s'arrête, puis reprend … De toutes façons c'est une question assez compliquée. Moi je trouve pas ça très social, mais bon, c'est pas mon rôle de juger. »[24]

Les élus de Morsang-sur-Orge apparaissent ainsi comme de véritables entrepreneurs de montée en généralité, en introduisant des questions de politique nationale au sein d'un comité de quartier. On peut néanmoins souligner que, dans ce cas, la politisation de la discussion ne prend pas véritablement, les participants ne s'alignant pas sur le registre discursif des élus. Les interactions du BP semble ainsi marquées par une véritable division du travail discursif. D'un côté, dans l'extrait 3, les élus parlent surtout de flexibilité du travail et du mode de vie moderne qui en découle, dont cette loi n'est que la conséquence. De l'autre, les citoyennes mobilisent un registre émotionnel, choquées qu'elles sont par le sacrifice des enfants, principales victimes de la réforme selon elles. Alors que les élus tentent de politiser la discussion – bien que tout ne soit pas dicible, la politique partisane n'étant pas évoquée de front et certains s'excusant d'avoir exprimé une opinion (« ça n'est pas mon rôle de juger ») –, les citoyennes, puisque seules des femmes se sont exprimées, conformément à la traditionnelle division sexuelle et sexuée du travail, parlent de la question pour laquelle elles se sentent compétentes, à savoir la sphère domestique et en particulier l'éducation des enfants. Elles soulignent d'ailleurs ouvertement leur incompétence à s'exprimer en termes généraux et

[23] La PSU a été mise en place suite au vote de la loi n.78/203 entrée en vigueur en janvier 2005.
[24] Notes d'observation. Comité de quartier Langevin, Morsang-sur-orge, 21.01.2005.

objectifs, en répétant qu'il ne s'agit « que de leur opinion. »

Ainsi, en dépit de la montée en généralité des élus, une discussion politique n'a pu véritablement se dérouler sur le contenu de la loi. On peut considérer que c'est précisément l'absence de conflit qui a empêchée la politisation de la discussion ici. Un clivage existait pourtant au sein de l'assemblée, mais il ne fut pas exprimé publiquement. A la fin de la discussion, alors qu'on passait au point suivant de l'ordre du jour, mes trois voisins de droite discutèrent en aparté, et j'entendis l'un d'entre eux dire: « Enfin bon, moi personnellement je ne crois pas que cette idée [la PSU] soit si stupide. Moi, je suis pour la performance. » Un tel argument se serait opposé frontalement à ceux exprimés publiquement par les autres participants, dans la mesure où chacun d'eux reposent sur des bases idéologiques différentes, autour du clivage efficacité/service public. Ce participant n'a cependant pas osé exprimer son opposition publiquement. Peut-être ne s'est-il pas senti suffisamment compétent pour le faire, trop isolé au sein de l'assemblée ou tout simplement cherchait-il à éviter un conflit inutile. En effet, pour que le désaccord s'exprime, il faut non seulement qu'il existe, mais que son expression soit perçue comme intéressante. Dans le cas évoqué précédemment, aucune décision collective ne devait être prise concernant la PSU. Le débat était une fin en soi. Avancer un désaccord perdait dès lors de son intérêt pour les participants dans la mesure où ils devaient assumer le coût discursif et social (en terme de réputation notamment) d'un argument dissonant alors qu'ils n'avaient rien à gagner à prendre de tels risques. Comme on l'a vu précédemment, il est risqué pour un individu de s'engager dans une conversation et de mettre en cause ses opinions ; car c'est ainsi toute sa personne, son identité qu'il met en jeu. Le jeu n'en vaut la chandelle que si une décision est à prendre, ce qui n'était pas le cas ici. Une telle conclusion laisse penser que le conflit a peu de chances d'être exprimé ouvertement dans des institutions de démocratie participative, la majorité d'entre elles demeurant essentiellement consultatives. Même dans les cas dotés d'un pouvoir relatif, comme les BP étudiés ici, l'expression publique du désaccord demeure exceptionnelle.

Conclusion

La politique se fraye difficilement un chemin au sein des dispositifs participatifs. D'un côté, la politique partisane est activement rejetée des discussions publiques, tant par les acteurs non-politisés que les acteurs engagés eux-mêmes. En dépit de définitions contradictoires de ce que

doit être la démocratie participative, les acteurs s'entendent pour laisser la politique traditionnelle – l'existence d'une sphère sociale autonome et spécialisée, animée par des luttes entre acteurs professionnels – en dehors du BP, celui-ci ayant vocation à prendre des décisions concrètes motivées par l'intérêt général, loin des querelles partisanes. De l'autre, une forme de politisation plus rare et plus abrupte fait parfois son irruption dans les assemblées du BP. En dépit des difficultés d'expression du désaccord en public – qui explique la prégnance d'un consensus monologique au sein de ces institutions – le conflit émerge parfois, quand les enjeux sont suffisamment importants et que des acteurs dotés de ressources sociales, culturelles ou politiques se sentent suffisamment soutenus par leurs groupes d'appartenance pour exprimer tout au haut leur désaccord. On voit dès lors se dessiner des clivages politiques classiques, entre intérêt général et intérêt particulier, productivisme et protection de la nature, solidarité et efficacité, etc.

On peut enfin se demander pourquoi la question de la politisation des interactions en BP est, en soit, une question importante. Il nous semble que cette question mérite d'être approfondie pour au moins deux raisons. Tout d'abord, les BP ont vocation à arrêter des choix de politique publique. Dès lors, derrière la question de la nature des interactions au sein de ces institutions se joue l'orientation des politiques publiques: celles-ci sont-elles déterminées (c'est à dire justifiées) par des principes généraux (justice sociale, efficacité, sécurité, etc.) ou à l'inverse par un rapport de force entre des intérêts contradictoires, voire par de simples contraintes techniques? Ensuite, la question de la politisation des discussions peut être reliée à celle de l'inclusion politique des individus éloignés de la chose publique. On peut faire l'hypothèse qu'un tel objectif est en partie inatteignable si le politique demeure aux marges de l'institution. Davantage de recherches sont cependant nécessaires afin d'analyser le lien entre la politisation des discussions et le rapport au politique des citoyens ordinaires, notamment à travers l'étude des conditions de « réception » de ces discussions politiques par les acteurs non politisés.

Bibliographie

Bacqué, M.-H., Rey, H., Sintomer, Y. (dir.) (2005), *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, La Découverte.

Braconnier, C., Dormagen, J.-Y. (2007), *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.

Conover, P., Searing D., Crewe I. (2002) "The Deliberative potential of Political Discussion", *British Journal of Political Science*, 32

Dalton, R. Wattenberg M. (dir.) (2000), *Parties Without Partisans*, Oxford, Oxford University Press.

Della Porta, D. (2002) "Social Capital, Beliefs in Government and Political Corruption" in Pharr, S.J., Putnam, R. (dir.) *Disaffected Democracies. What's troubling the Trilateral Countries,* Princeton, Princeton University Press, p. 202-229.

Duchesne, S., Haegel F. (2004) « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation ». Revue française de science politique, 54 (6), p. 877-904

Duchesne, S., Haegel, F. (2007) « Avoiding or Accepting conflict in public talk », *British Journal of Political Science*, 37 (1), p. 1-22.

Eliasoph, N. (1998) Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in their Everyday Life, Cambridge, Cambridge University Press.

Fraser, N. (1992) "Rethinking the Public Sphere: A contribution to the Critique of Actually Existing Democracy", in Calhoun C. (dir.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge, MIT Press.

Fung A., Wright E.O., (dir.) (2003), *Deepening Democracy. Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, Londres, Verso.

Fung, A. (2004), *Empowered Participation: Reinventing Urban Democracy.* Princeton, Princeton University Press.

Goffman, E. (1959) *The Presentation of the Self in Everyday Life*, New York: Doubleday Anchor books.

Norris P. (1999) (Ed.) *Critical Citizens: Global support for democratic government,* Oxford, Oxford University Press.

Nye, J., Zelikow, Ph., King, D. (dir.) (1997) *Why People Don't Trust Government,* Cambridge,

Harvard University Press.

Ricœur, P. (1999) « L'usure de la tolérance et la résistance de l'intolérable », *Revue des deux mondes*, novembre-décembre 1999.

Ryfe, D. (2005) "Does Deliberative Democracy Work ?", *Annual Review of Political Science,* vol. 8, p. 49-71.

Scott, J. (1990) *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, Yale, Yale University Press.

Smeriglio M., Peciola G., Ummarino L., (dir.) (2005), *Pillola rossa o pillola blu? Pratiche di Democrazia Partecipativa nel Municipio Roma XI*, Rome, Intra Moenia Edition.

Sunstein, C. (2003) *Why Societies Need Dissent*, Cambridge, Harvard University Press.

Talpin, J. (2006), "Jouer les bons citoyens. Les effets contrastés de l'engagement au sein de dispositifs participatifs », *Politix*, vol. 75, n°19, pp. 13-31.

Young, I.M. (2001) "Activist Challenges to Deliberative Democracy", *Political Theory*, 29 (5).